

Journée d'action régionale pour la justice sociale et climatique
Écouter la science, c'est vital !

Rouyn-Noranda, le 16 novembre 2020 – Le Regroupement d'éducation populaire de l'Abitibi-Témiscamingue (RÉPAT), tout comme les dix autres tables régionales membres du Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec (MÉPACQ) participe à une journée d'actions visant à demander au gouvernement d'accorder autant de valeur au savoir scientifique concernant la crise environnementale qu'à celui entourant la crise sanitaire causée par la COVID-19.

« Si le gouvernement du Québec a été capable d'écouter les expert·e·s scientifiques et de réagir rapidement pour protéger la population contre une menace dont il a pris connaissance il y a moins d'un an, pourquoi peine-t-il autant à écouter la même communauté scientifique qui sonne l'alerte depuis des années sur les effets dévastateurs du réchauffement planétaire ? » demande Christian Milot, coordonnateur à l'éducation populaire.

Pour souligner cette incohérence, le RÉPAT s'est rendu aujourd'hui – en respectant les règles de distanciation – aux bureaux de Mme. Suzanne Blais ainsi qu'à ceux de M. Pierre Dufour, Ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs, afin de leurs rappeler que la crise environnementale est étudiée et documentée depuis déjà plusieurs décennies. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), un organisme onusien qui étudie le sujet depuis maintenant plus de trente ans, présente un consensus clair : les activités humaines sont responsables des changements climatiques planétaires dont les impacts sur nos vies ne cessent de croître. Au niveau régional, les impacts des changements climatiques se répercutent principalement sur le milieu forestier, le milieu agricole, et les infrastructures. Des variations importantes du niveau des eaux, des périodes de chaleur extrêmes et des sécheresses en été, des cycles de gel-dégel en hiver, et une augmentation des maladies et espèces nuisibles sont des conséquences auxquelles l'Abitibi-Témiscamingue sera confrontée tôt ou tard.

Les mesures radicales demandées par le MÉPACQ et ses membres – dont le RÉPAT - ne sont rien d'autre que les mesures mises de l'avant par... la communauté scientifique ! Abandon des combustibles fossiles, reforestation massive, mise de côté du modèle capitaliste, transition écologique porteuse de justice sociale, etc. « Depuis des mois qu'on nous martèle l'importance de faire des choix basés sur la science, de penser au bien commun et aux personnes les plus vulnérables. Peut-on s'attendre à la même proactivité de la part de notre gouvernement en regard de la crise environnementale ? » demande Julie Côté, coordonnatrice aux luttes sociales. En espérant que les outils d'éducation populaire autonome, partagés aujourd'hui avec les élu·e·s des quatre coins du Québec contribueront à les sensibiliser une bonne fois pour toute à l'importance d'écouter la science pour faire face à la crise environnementale qui menace la qualité de vie des québécois et québécoises tout aussi gravement que la crise sanitaire du COVID-19.

-30-

Pour informations et demandes d'entrevue

Christian Milot ou Julie Côté

819-726-3114/819-279-0134

Coordonnateur à l'éducation populaire \ Coordinatrice aux luttes sociales

Info@lerepat.org